

La voix de l'Opposition de gauche

Comment le POI soutient le régime.

5 juillet 2012

Première partie

Exposant la méthode décrite par Ayraut lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale le 3 juin qui consistait à s'appuyer sur les syndicats pour faire passer sa politique d'austérité, par la voix de Marie Stagliano (IO n°207) le POI n'appelle pas au boycott de la conférence sociale des 9 et 10 juillet, estimant sans doute qu'il pourrait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, elle écrit "*c'est tout l'enjeu du sommet social*", comme si les dirigeants syndicaux auraient l'intention de ne rien céder au gouvernement et au patronat, ce serait pour un peu leur habitude, alors qu'en réalité année après année ils n'ont cessé de brader nos acquis ou nos droits, et le seul fait d'y participer suffit à légitimer par avance ses conclusions, cela constitue une trahison de plus.

Des fois qu'on aurait des difficultés en lecture, elle enfonce le clou dans le dernier paragraphe de son article : "*... le gouvernement parviendra-t-il au consensus qu'il espère entre lui-même, le patronat, et les confédérations syndicales ? Rien n'est moins sûr.*" Le seul fait d'en attendre quelque chose et de le manifester bruyamment comme l'ont fait les dirigeants syndicaux constitue déjà la réponse à sa question.

Je ne sais pas s'ils se relisent quand ils écrivent ou ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car cette question implique que les dirigeants syndicaux ne connaîtraient pas les intentions du gouvernement, pas plus que ceux du patronat d'ailleurs qui a déjà été entendu sur le smic par exemple, il ne cesse de marteler que les critères du pacte de stabilité budgétaire constituent leur priorité auxquels tous les autres doivent être subordonnés, autrement dit passent à la trappe quand il s'agit de revendications sociales, mais les dirigeants du POI sont sourds apparemment.

Ne voulant pas et ne pouvant pas avouer la complicité des dirigeants syndicaux avec ces représentants du capital, le gouvernement et le Medef, il ne restera plus au POI pour épargner ces bureaucrates pourris qu'à décréter qu'ils se sont fait piéger, le POI est coutumier du fait si vous avez bonne mémoire.

Gluckstein le confirme dans son éditorial : "*Prochaine étape donc : la conférence sociale. On verra bien les réponses que le gouvernement y obtiendra de la part des organisations syndicales qui, pour l'heure, expriment leur opposition aux premières mesures d'austérité annoncées.*" Ne serait-ce pas entendu d'une manière ou d'une autre ? Il laisse planer le doute. A qui profite-t-il, devinez ?

Tiens donc, première nouvelle, auraient-ils manifesté l'intention de lancer dans l'unité une campagne nationale pour la hausse des salaires et du smic, des retraites, pour une allocation à la hauteur du smic pour tous les chômeurs sans exception, pour l'interdiction des licenciements, à ma connaissance non. Ils se sont fendus de déclarations sans lendemain en vérité, voilà ce qui fait office d'engagement politique pour ce philistin.

Pourquoi le seul fait de participer à cette conférence constitue une capitulation en rase campagne ? Tout simplement parce qu'ils y participent sur la base d'un diagnostic partagé établi par le gouvernement ou plutôt la Cour des comptes, l'UE, le FMI. Y participer signifie qu'au préalable ils ont accepté ce cadre, ce diagnostic. Ensuite, à la limite peu importe ce qui en sortira, les dirigeants syndicaux qui sont passés maîtres dans le maniement du double langage s'en accommoderont, pendant que le gouvernement appliquera sa politique antisociale.

Et si vous vous demandiez quel était l'objectif de la campagne engagé par le POI contre la ratification du TSCG, au lieu de vous donner mon interprétation qui pourrait être soumise à caution ou partisane, donnons leur parole : *"Les travailleurs veulent vivre, ils ne veulent pas subir le même sort que les travailleurs grecs ou espagnols : le nouveau traité européen ne doit pas être ratifié !"* (IO n°207 page 3) C'est juste pour mieux vivre en régime capitaliste, rien de plus, oui rien de plus, portez-vous bien et le capitalisme se portera bien aussi, merci pour lui.

Voilà résumées ici les véritables intentions politiques de ce parti qui n'a rien de révolutionnaire ou de socialiste. Ils ne combattent pas les méfaits du capitalisme dans la perspective du socialisme, ils les combattent pour que les travailleurs supportent mieux le capitalisme qui serait ainsi voué à de beaux jours encore, ce sont des réformistes bourgeois.

Ce sont des contre-révolutionnaires, dans la mesure où ils s'acharnent à empêcher que les conditions objectives de la classe ouvrière se dégradent au point de la conduire à passer à l'action, à l'assaut de l'État. En réalité, ce ne sont pas les travailleurs qu'ils veulent soulager mais le régime au même titre que les dirigeants syndicaux, la preuve, vous l'avez sous les yeux. Nous savons que c'est l'une des conditions indispensable au déclenchement d'un soulèvement révolutionnaire, nous devrions donc tout faire pour qu'elle mûrisse le plus vite possible pour éviter des décennies et des décennies de souffrances supplémentaires à notre classe, ce qui ne signifie pas que nous allons jusqu'à souhaiter que les travailleurs souffrent davantage pour se soulever, mais sans aller non plus jusqu'à souhaiter qu'ils en soient épargnés, de toutes manières ils y passeront un jour ou l'autre, la question est de savoir comment nous les y prépareront pour qu'ils soient en mesure de se saisir (consciemment) des tâches que requerra la situation au moment de l'affrontement entre les classes, or, au contraire, tout est fait pour qu'ils nourrissent des illusions dans le capitalisme, donc qu'ils subissent ces nouveaux sacrifices en étant politiquement désarmés donc dans l'impossibilité d'y résister, à l'arrivée ils seront défaits, broyés. Voilà où mène la politique du POI subordonnée aux appareils corrompus des syndicats.

Voyez-vous, pour le POI il faudrait que tout baigne et spontanément il viendrait à l'esprit des travailleurs de vouloir changer la société, ben voyons, où ont-ils vu jouer cela ? Les travailleurs veulent vivre, les opposants à l'avortement ne disent pas autre chose ! Avec un tel idéal, on va loin assurément. On se dit tout de suite qu'avec un tel argument le niveau politique des masses va progresser à la vitesse de la lumière !

En plus de leur politique de plus en plus droitière, ils sont devenus populistes, ils sont prêts à raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants : si le TSCG est ratifié vous êtes mort pour ainsi dire, vous n'avez plus qu'à vous laisser crever, tout est foutu, la barbarie l'a emporté, vous pouvez remballer votre utopie, le socialisme. Là encore ils rendent service à Hollande, car la plupart des travailleurs estiment déjà que c'est foutu, donc là ils leur donnent le moyen qu'il leur manquait pour le justifier ou pour en être totalement convaincus, car ils ne pensent pas qu'il serait possible de s'opposer au gouvernement dans les conditions actuelles et ils ont raison.

Deuxième partie

A propos de la Déclaration de la commission exécutive confédérale de FO et du Communiqué de la CGT, à la suite du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin 2012, deux documents reproduits partiellement dans le N° 207 d'*Informations ouvrières* page 4. A peu de chose près, vous retrouvez la méthode du POI comme je l'ai indiqué plus haut.

Savez-vous comment s'exprime "*la détermination de Force ouvrière à combattre toute politique d'austérité*" ? En réclamant par ailleurs la "*mise en place d'une réelle stratégie industrielle de la part de l'Etat, tant par la mise sur pied rapide de la Banque nationale pour l'industrie que pour l'utilisation active des participations de l'Etat*".

Question : une "*réelle stratégie industrielle*" et une "*Banque nationale pour l'industrie*" avec quel argent, qui paierait et à qui cela profiterait-il en priorité sinon aux industriels, aux actionnaires, aux capitalistes. En résumé, FO veut combattre l'austérité en venant en aide aux patrons ! On cherche à comprendre, est-ce un syndicat patronal ou quoi ?

Est-ce à un syndicat ouvrier de demander aux représentants d'un Etat capitaliste de prendre des mesures en faveur des capitalistes ? Je croyais qu'un syndicat ouvrier combattait pour l'émancipation du salariat, n'était-ce pas l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle, on pourrait citer le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 qui y faisait référence, bien que sa résolution finale ne nous convienne pas ?

A la CGT cela vaut guère mieux, jugez plutôt.

Ses dirigeants prétendent "*s'opposer*" à la politique d'austérité du gouvernement, mais en même temps, ils s'en remettent à la croissance qui est synonyme d'austérité puisqu'il faut bien la financer et que le gouvernement a bien l'intention de la faire payer aux travailleurs, la suite n'est que du baratin pour le camoufler, ils écrivent : la "*croissance doit être soutenue par une véritable politique basée sur l'investissement et la consommation*".

FO et la CGT se placent sur le terrain des capitalistes, puis ils s'en remettent au gouvernement... pour sauver le capitalisme français de la faillite, et une fois pieds et mains liés au capitalisme, ils appellent les travailleurs à lutter contre l'austérité, ainsi la boucle est bouclée.

Vous croyez que le POI allait insérer ces documents dans son hebdomadaire et allait en analyser le contenu, le commenter brièvement, fournir une grille de lecture à leurs lecteurs pour éviter qu'ils se méprennent sur les intentions des dirigeants de FO et de la CGT, pensez-vous, pas une ligne, ils les soutiennent et ne s'en cachent même plus, le double langage a apparemment un effets anesthésiant puissant sur le cerveau de leurs militants.

Précision pour éviter tout malentendu.

Ce que je dénonce et combats, ce n'est pas les différentes campagnes engagées pour le rejet du TSCG, mais leur orientation politique qui consacre la préservation en l'état de l'Etat bourgeois.

Pourquoi ne présentent-ils pas le TSCG comme le produit de la crise du capitalisme à la fois provoquée par les contradictions inhérente au capitalisme et orchestrée par l'oligarchie financière avec la complicité des partis représentant les intérêts du capital, donc évidemment, on pourrait dire en première ligne, ceux de l'Internationale jaune, PS et SPD en tête ? Pourquoi en font-ils une abstraction au lieu de relier le TSCG à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques ? Quels enseignements politiques en retireront les militants et travailleurs ? Aucun, comme d'habitude.

Leur conception de la lutte de classe, c'est la course à l'échalote. Dit autrement, "*pouvoir vivre*" ! A qui cela s'adresse-t-il ? A ceux qui hier pouvaient vivre dans l'insouciance du lendemain et qui depuis ne le peuvent plus. Leur est-il un jour venu à l'esprit qu'il y avait des millions de travailleurs, des générations et des générations d'ouvriers qui dans le passé n'ont jamais eu le loisir d'y prétendre un seul jour pendant leur existence qui fut un cauchemar du premier jour à leur dernier souffle ? On a l'impression qu'ils ignorent quel est le quotidien de millions de travailleurs, qu'ils ne le partagent pas. A quoi bon si c'est pour retourner demain ou plus tard dans cet enfer, autant y crever le plus vite possible et on en sera débarrassé définitivement, non ?

Pourquoi Marx disait-il : on veut tout tout de suite, on refuse d'être traités comme des sous-hommes, des demi-portions, des êtres inférieurs qui devraient se contenter ou se satisfaire de ce qu'on veut bien nous donner en échange de la paix sociale qui rime avec exploitation et oppression ? Regardez, moi qui ne suis qu'un ouvrier, je suis parvenu à apprécier Rembrandt et Beethoven alors que j'étais programmé jusqu'à la fin de ma vie par leur société à lire Martine à la campagne et écouter Mireille Mathieu à la télévision, comme quoi on mérite mieux que ce qu'ils nous proposent, ce à quoi ils nous destinent, une vie d'esclave.

Pour se détendre, je ne sais pas si les ouvriers russes ou iraniens apprécient le caviar, j'ai eu l'occasion d'y goûter un jour et j'ai trouvé cela franchement dégueulasse, d'ailleurs c'est bien simple, sans un verre de Vodka bien frappé c'est imbouffable. A mon avis les ouvriers russes préfèrent la Vodka et ils ont raison. C'est dingue quand même, même là tout nous distingue de la gauche du même nom au pouvoir, cela doit être viscéral, un grand professeur dira plus tard, génétique, soit, cela nous ira même si ce n'est pas très scientifique, quoique, le marxisme est une science sociale, non ?

Dès qu'on aborde une question politique directement reliée ou en rapport avec la Constitution et les institutions, on se fait un devoir comme militant communiste de les combattre, de mettre en lumière les rapports qui existent entre le TSCG et le MES d'un côté, et la Constitution et les institutions de l'autre, d'où ensuite la subordination de notre combat à la perspective du renversement du régime, révolutionnaire bien sûr, pas par les urnes.

Vont-ils expliquer pourquoi Hollande va signer le TSCG, qui est vraiment Hollande et le PS, qu'est-ce qu'ils représentent, les intérêts de quelle classe ? On poursuivra demain ou plus tard sur cette question, car on a encore des points à préciser.

Par exemple, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, ils appliquent déjà le TSCG. En France, en Allemagne et en Belgique, ils appliquent une politique qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau sans aller aussi loin pour le moment en France et en Belgique conformément à leur Constitution respective. Est-ce que cela change quelque chose au niveau des rapports entre les classes ? Y aurait-il moins de grèves ou de manifestations dans les pays appliquant déjà le TSCG que dans les autres ? Chacun sait très bien que non.

Tout se concentre pour le moment sur le plan institutionnel et c'est justement sur ce plan-là qu'on nous demande de combattre, alors nous refusons. C'est au contraire en faisant éclater ce cadre dans lequel on voudrait nous enfermer, en inscrivant notre combat contre le TSCG dans une perspective se situant au-delà de l'Etat tel qu'il existe et qui incarne l'ordre établi, qu'on aidera la classe à s'approprier son propre destin, à comprendre qu'en restant liée (soumise) à celui de l'Etat, jamais elle ne pourra mettre en oeuvre ou se saisir d'une politique indépendante de l'Etat correspondant strictement à ses besoins, pour les satisfaire. Comment briser ce lien de subordination de la classe à l'Etat quand au même moment on demande aux travailleurs de s'adresser à son représentant le plus haut placé ? C'est impossible.

La soumission des opportunistes à l'Etat se décline à l'infini ou presque. Par exemple, elle se manifeste par l'abandon de certaines revendications d'ordre général ou collectif, donc à contenu politique. Quand des partis y font référence, c'est pour aussitôt réaliser un consensus avec les dirigeants syndicaux qui continuent de brader nos droits ou acquis. Leurs programmes se situent en dessous de tous ceux qui ont fait la fierté et la gloire du mouvement ouvrier international dans le passé, je pense notamment à l'extinction des classes et de l'Etat, au communisme qui en a totalement disparu, tout comme la dictature du prolétariat sans laquelle le prolétariat ne vaincra jamais son ennemi, etc. (A suivre)

Un dernier mot.

Je suis heureux d'avoir reçu ce courriel, car les questions que traite l'auteur du blog auquel j'ai fait référence plus haut recourent les miennes ou plutôt les alimentent, cela m'est très précieux pour ma propre réflexion. Le peu que j'ai lu m'a déjà donné quelques idées pour approfondir mes travaux et affiner ma ligne politique. Par exemple sur les rapports qui existent entre la diminution du capital variable (le salaire) dans le capital et la dernière évolution en date du capitalisme mondiale, comment évoluent les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et quel est leur rapport avec la politique que les représentants du capital imposent à tous les peuples, comment leur politique traduit cette évolution...